

Transparence dans les industries extractives en zone Cémac

La société civile mieux au fait de sa mission

Innocent M'BADOUMA
Libreville / Gabon

FINIE la phase 2 du renforcement des capacités des organisations du Gabon et de la Guinée-Équatoriale, membres des comités d'intérêt de l'Initiative sur la transparence dans les industries extractives (ITIE). Cette formation avait pour finalité d'outiller les organisations de la société civile (OSC) sur les techniques de plaidoyer et d'élaboration des projets, la défense des intérêts, le réseautage et les stratégies de suivi, le contrôle social par la presse, etc. Comment une organisation

non gouvernementale (ONG) peut-elle revendiquer ses droits, sans tomber dans un travers, celui d'empiéter sur les droits des autres citoyens ? Voilà une des questions auxquelles cette démarche tente de répondre. M. Antseleve, président du groupe d'intérêt ITIE-Gabon, a mieux résumé la finalité de cette formation lors de la séance de clôture, vendredi dernier : « *L'objectif est de permettre aux organisations de la société civile des pays de la sous-région, à travers l'apprentissage d'outils, de méthodes et mécanismes de management de leurs organisations, de remplir pleinement et efficacement leurs mis-*



Photo : D.R.

Olivier Ekomi Nze, donnant lecture de la motion de la société civile gabonaise.

sions au sein du secteur extractif et impulser ainsi une gouvernance durable de ce secteur porteur et stratégique», a-t-il dit.

Partenaire financier de cette formation, la coopé-

ration allemande, pour sa part, a exprimé son satisfaction : « *au regard de la qualité des participants, nous avons le sentiment d'être parvenus à des résultats pertinents, grâce à l'exper-*

tise du formateur et aux expériences enrichissantes partagées par les membres du comité ITIE Gabon », a déclaré le conseiller principal de la Giz, Uwe Michael Neumann.

Dans la suite de ce qui a été fait à Libreville du 24 au 28 avril dernier, devrait se tenir à Malabo, en Guinée-Équatoriale, durant ce mois de mai, la 3e phase de la formation des mêmes OSC, avec des modules encore plus élaborés.

A noter que cette formation fait partie d'un projet d'appui de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale à la société civile sous-régionale. La Cémac entend renforcer

la bonne gouvernance dans le domaine de l'exploitation des matières premières, afin d'augmenter leur contribution dans la lutte contre la pauvreté. En effet, il a été donné de constater que, dans la sous-région, l'exploitation industrielle, basée sur des investissements directs étrangers, ne génère pas un développement conséquent et durable. Les ONG étant un maillon essentiel à la transparence de ce qui est produit, il convient de les former, afin qu'elles contribuent, en toute responsabilité et efficacité, à la bonne tenue de l'exploitation et du commerce des matières premières.

Promotion des investissements

Adapter l'ANPI aux orientations du HCI

I. M'B.
Libreville / Gabon

LE vendredi 28 avril 2017, s'est tenue au ministère de la Promotion des investissements, une

réunion tripartite d'orientation entre le cabinet du ministre, la direction de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI) et une délégation de la Banque mondiale. Cette séance de travail visait à explorer les

contours nécessaires pour rendre, encore plus performante, l'ANPI. En effet, dans son souci de promouvoir le secteur privé, la Banque mondiale appuie financièrement les missions de l'ANPI.

Au sortir de cette rencon-

tre, Madeleine Berre, ministre de la Promotion des investissements, a fait état d'une nécessaire réactualisation des missions de l'ANPI, afin d'intégrer les directives et recommandations du récent Haut conseil pour l'investissement (HCI).



Photo : D.R.

La séance de travail entre la délégation de la Banque mondiale et la partie gabonaise.

ÉR | ÉCOLE RUBAN VERT
International School of Gabon



JOURNÉE PORTES OUVERTES

LE **13 MAI 2017**
DE **09H À 12H**
VENEZ DÉCOUVRIR
L'ÉCOLE INTERNATIONALE
RUBAN VERT